Poisy : La CGT de l'AFPA veut sauver son centre de formation



16 octobre 2026
Par Adrien CHATRE

Ce jeudi, la CGT du centre de formation AFPA à Poisy s'est mobilisée pour dénoncer un projet de fermeture à venir.

Depuis 1953, le centre AFPA est basé à Poisy, à côté d'Annecy et permet de former des jeunes et des adultes en reconversion en hôtellerie restauration, dans le domaine du tertiaire et en comptabilité. Au total, 92 000 personnes, appelées stagiaires, ont été formées. Aujourd'hui, le centre accueille 100 stagiaires par mois ainsi que 20 VAE (validation des acquis de l'expérience). Mais ce site historique pourrait bientôt disparaître. Les salariés ont appris que l'AFPA voulait fermer l'enceinte de Poisy au 3e trimestre 2027. Onze salariés devraient perdre leur emploi, un seul devrait être muté à Grenoble. Poisy n'est pas le seul centre concerné puisqu'en France 867 emplois sont menacés et 30 centres risquent de fermer dont ceux du Puy-en-Velay et Montluçon en Auvergne-Rhône-Alpes.

"*Certains stagiaires sont embauchés avant même de finir*" la formation

Cette situation est dramatique pour Fatou Kamara, chargée d'accueil et d'information pour les stagiaires et représentante syndicale : "*Le site serait vendu pour rembourser l'Etat, l'argent qui nous a été versé depuis tout ce temps. L'Etat veut privatiser la formation, mais nous sommes un service public. Les stagiaires doivent avoir un CPF maintenant.*" D'autant plus que selon elle, ce site est une vraie réussite : "*89% des stagiaires trouvent des emplois à la sortie, certains sont embauchés avant même de finir !*" Pour Fatou Kamara, le gouvernement n'est pas honnête dans sa démarche : "*Ce sont des excuses fausses, Poisy est l'un des centres les plus lucratifs de la région* (Auvergne-Rhône-Alpes)."
Depuis le début des années 2020 déjà, la collectivité a coupé les subventions pour ce site. Mais la CGT est prête à faire des compromis pour sauver sa formation : "*On demande de rénover les locaux et de louer ceux non utilisés*", comme une façon de couper la poire en deux. La décision n'est cependant pas encore actée, le plan doit être validé ou non en février 2027.